



**PRÉFET  
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de l'emploi, du  
travail, des solidarités et de la protection  
des populations de la Haute-Loire**

DDETSPP de la Haute-Loire  
Service Santé, Protection animales et environnement  
3 chemin du Fieu  
CS40348  
43009 Le-Puy-en-Velay Cedex

Le-Puy-En-Velay, le 10/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VEY SAS**

ZA de Bleu  
43000 Polignac

Références : D 25 - 996  
Code AIOT : 0054300775

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2025 dans l'établissement VEY SAS implanté LE TABAGNON 43260 Saint-Julien-Chapteuil. L'inspection a été annoncée le 10/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre des suites des actions correctives demandées lors de la dernière inspection du 21 juin 2021.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VEY SAS
- LE TABAGNON 43260 Saint-Julien-Chapteuil
- Code AIOT : 0054300775
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les établissements VEY sont connus de nos services comme une installation classée soumise à autorisation par arrêté préfectoral N°DIPPAL/B3/2015-005 du 12 janvier 2015 pour l'élevage de

60000 poulets de chairs soit 60000 animaux équivalents, rubrique 3660-a (plus de 40 000 emplacements volailles) au « Tabagnon » 43260 SAINT JULIEN CHAPTEUIL.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	Sans objet
2	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Sans objet
3	Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
4	Installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	électriques et techniques – Plans – FDS	article 14	
5	Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Sans objet
6	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	Sans objet
7	Mise à jour du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	Sans objet
8	Élimination des déchet, médicaments vétérinaires et sous-produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des actions correctives demandées en 2021 ont été réalisés. Il est demandé à l'exploitant de fournir par voie électronique sous 15 jours les plans des réseaux, les vérifications périodiques de 2025.

Un rappel a été réalisé sur les modalités d'enregistrement des pratiques de fertilisation des preneurs de fientes.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dossier installation classée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;</li> <li>- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le registre des risques (art. 14) ;</li> <li>- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;</li> <li>- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;</li> <li>- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;</li> <li>- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;</li> <li>- les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ».</li> </ul> </li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier classées.
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat du 21 juin 2021:</u>          -Absence de registre des risques sur le site d'élevage          -Absence de plans des réseaux (eaux pluviales et eau potable)          -Plan d'épandage de 2016 à actualiser</p> <p><u>Inspection du 26 novembre 2025 :</u>          -Document unique qui est réalisé pour les salariés du site d'élevage afin d'identifier les différents risques d'un élevage de ce type          -Registre des risques qui est tenu reprenant les vérifications périodiques réalisées ( extincteurs et électriques)          Un double des vérifications périodiques (électriques et extincteurs) de 2025 seront transmises à l'inspection de installations classées sous 15 jours.          -Plan des réseaux qui a été réalisé (notamment pour les eaux pluviales et potables)          Ce plan sera transmis à l'inspection des installations classées sous 15 jours.          -Mise à jour du périmètre d'épandage réalisé en 2025. Une prise d'acte du 11 septembre 2025 a été transmise à l'exploitant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Recensement des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat du 21 juin 2021 :</u>          Absence de recensement des zones à risques ( notamment lié à la présence de gaz sur le site pour le chauffage des poulailler.</p> <p><u>Inspection du 26 novembre 2025 :</u>          Recensement des zones à risques réalisé notamment sur le risque explosion ou fuite de gaz.          Le document présentant ces zones sera transmis à l'inspection des installations classées sous 15 jours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Propreté – Insectes – Rongeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b>  <u>Constat du 21 juin 2021 :</u> Nettoyage et rangement des SAS à réaliser. <u>Inspection du 26 novembre 2025 :</u> Les SAS sont propres et correctement rangés
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.  Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
<b>Constats :</b>  <u>Constat du 21 juin 2021 :</u> -Absence de vérifications périodiques des installations électriques avec rapport de contrôle -Absence de protection des cuves à gaz <u>Inspection du 26 novembre 2025 :</u> -Vérification périodique de installations électriques réalisée par l'APAVE le 17 mars 2025. un double du rapport de visite sera transmis à l'inspection des installations classées sous 15 jours -Mise en place de gros rochers devant les cuves à gaz afin d'éviter d'éventuels chocs par les manoeuvres des véhicules.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<p>Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat du 21 juin 2021 :</u> -Absence de cuvettes de rétention pour les produits toxiques (détergents et désinfectants)</p> <p><u>Inspection du 26 novembre 2025 :</u> -Mise en place d'une cuvette de rétention pour les détergents et les désinfectants . Le détergent utilisé est le KENOZAN (3 x 25 l par an) Le désinfectant utilisé est le vérocide (4 x 25 l par an). De la chaux vive est épandue après nettoyage et désinfection des bâtiments d'élevage sur les sols en terre battue.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>
Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<p>l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.</p> <p>Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables.</p> <p>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat du 21 juin 2021 :</u> -Absence de relevé mensuel de la consommation en eau potable</p> <p><u>Inspection du 26 juin 2025 :</u> -Un relevé mensuel de la consommation en eau est enregistré par bâtiment mensuellement. -Il est présent un clapet antiretour sur le réseau d'eau potable.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Mise à jour du plan d'épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.</p> <p>La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.</p> <p>Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.</p> <p>Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat du 21 juin 2021 :</u> Le plan d'épandage réalisé en 2016 a évolué suite à l'arrêt de prise de fientes du GAEC DU CLAPOU et de l'arrêt de l'exploitation du GAEC DU PLANTIER. Le plan d'épandage était donc à actualiser par le dépôt dun dossier de Porter à Connaissance.</p> <p><u>Constat du 26 novembre 2025 :</u> Courant 2025, un dossier de Porter à Connaissance à été déposé présentant le retrait du GAEC DU CLAPOU et de l'arrêt de l'élevage du GAEC DU PLANTIER.Deux nouveaux preneurs de fients sont entrés dans le plan d'épandage VIGOUROUX Johan qui a repris un partie des îlots du GAEC DU PLANTIER et l'arrivé d'un nouveau preneur, le GAEC LIMOUSINE SAFRANNEE.</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<p>Les preneurs de fientes du plan d'épandage sont suite au Porter à Connaissance déposé: GAEC DES ROBES BLANCHES, GARNIER Jean, PAILLON Franck, GAEC LIMOUSINE SAFRANEE et VIGOUROUX Yohan.</p> <p>Un courrier de prise d'acte du 11 septembre a validé ce plan d'épandage actualisé.</p> <p>Un rappel a été réalisé le jour de l'inspection concernant la mise en oeuvre des prises d'effluents sur le site d'élevage et les modalités d'enregistrement des pratiques de fertilisation.</p> <p><u>Sur les prises de fientes sur le site d'élevage :</u></p> <p>Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé . Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte <b>l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage.</b></p> <p><u>Sur les modalités d'enregistrement des pratiques de fertilisation :</u></p> <p>Chaque preneur d'effluents dispose d'une certaine capacité de prise de fientes sur leur exploitation ,établie lors du dépôt du plan d'épandage actualisé. Il a été calculé un bilan de fertilisation sur leur exploitation avant l'importation de fertilisants organiques. Ce bilan de fertilisation est en lien avec l'élevage détenu, le prévisionnel d'exportations de N et P2O5 par les cultures permettant ainsi d'identifier les quantités d'effluents tiers pouvant être épandus .</p> <p>Cependant , chaque preneur doit s'assurer de ne pas pas surfertiliser les parcelles recevant des fientes avec des engrais chimiques . Les pratiques de fertilisation (minérales et organiques) sur les parcelles recevant les fientes doivent être enregistrées reprenant les éléments ci-dessous :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les superficies effectivement épandues.</li> <li>2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'ilot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'ilot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage et les surfaces effectivement épandues est assurée.</li> <li>3. Les dates d'épandage.</li> <li>4. La nature des cultures.</li> <li>5. Les rendements des cultures.</li> <li>6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote, phosphore épandues, en précisant les autres apports d'azote, phosphore organique et minéral.</li> <li>7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement.</li> <li>8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).</li> </ol> <p>L'enregistrement des pratiques de fertilisation sont tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Certains preneurs d'effluents disposent de logiciel d'enregistrement des pratiques de fertilisation. Il est essentiel de le rappeler aux preneurs d'effluents, ses modalités d'entregistrement.</p> <p>L'exploitant doit enfin s'assurer chaque année de l'évolution des effectifs d'animaux et du parcellaire detenu des preneurs d'effluents pouvant modifier les bilans de fertilisation de chaque preneur et ainsi réduire la prise d'effluents tiers.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Élimination des déchet, médicaments vétérinaires et sous-produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.</p> <p>Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime.</p>



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<p>Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2015.</p> <p>Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat du 21 juin 2021 :</u> -Présence de traces de brûlage de déchets à l'air libre</p> <p><u>Inspection du 26 novembre 2025 :</u> -Absence de traces de brûlage à l'air libre</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite